



Department of Finance  
Canada

Ministère des Finances  
Canada

# *Recherche postbudgétaire auprès de groupes de discussion – printemps 2024*

## Résumé

### Préparé à l'intention de Finances Canada

Fournisseur : Environics Research

Numéro du contrat : CW2328764

Valeur du contrat : 129 893,50 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution du contrat : 5 septembre 2023

Date de livraison : 29 avril 2024

Numéro d'enregistrement : POR 036-23

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec  
Finances Canada à l'adresse : [por-rop@fin.gc.ca](mailto:por-rop@fin.gc.ca)

**This executive summary is also available in English.**

Canada 

## **Recherche postbudgétaire auprès de groupes de discussion – printemps 2024 – Résumé**

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Mai 2024

### **Permission de reproduire**

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue de la part de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : [por-rop@fin.gc.ca](mailto:por-rop@fin.gc.ca)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, 2024.

Cat. No. F2-289/1-2024F-PDF

ISBN 978-0-660-71769-2

This publication is also available in English under the title: *Post-Budget Focus Group Research – Spring 2024 – Executive Summary*

Cat. No. F2-289/1-2024E-PDF

ISBN 978-0-660-71768-5

## Résumé du rapport

### Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research afin de mener une étude qualitative auprès de la population canadienne immédiatement après la présentation du budget fédéral de 2024, le 16 avril. L'étude avait pour objectif de déterminer si les Canadiennes et les Canadiens avaient entendu parler du budget de 2024 et quelles étaient leurs impressions à cet égard, ainsi que d'explorer les opinions au sujet de mesures précises qui ont été annoncées, en s'attardant plus précisément sur celles concernant le logement.

### Méthodologie

Environics Research a mené, du 16 au 22 avril 2024, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe. Au total, 66 personnes ont pris part à ces séances afin de donner leur avis global sur le budget de 2024 et de partager leurs réactions à des mesures précises qui s'y retrouvent. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom. Deux séances ont été organisées dans chacune de ces cinq régions : la Colombie-Britannique, les Prairies, l'Ontario, les provinces de l'Atlantique et le Québec. Les groupes ont été divisés en fonction de l'âge (les 18 à 34 ans, les 34 à 55 ans et les 55 ans et plus) ou par situation de logement (soit les acheteurs potentiels et les propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les 66 participantes et participants étaient tous âgés de 18 ans et plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de cinq à sept personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes), qui ont chacune reçu une somme de 100 \$.

**Limites :** L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

### Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 129 893,50 \$ (TVH incluse). Ce coût englobe une série de séances de discussion en groupe menées avant le budget, dont les conclusions font l'objet d'un rapport distinct.

**Utilisation des constatations de la recherche.** En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiennes et des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

### Principales constatations

#### *A. Connaissance spontanée du budget et premières impressions*

La connaissance spontanée du budget variait en fonction de l'âge. Les plus jeunes n'étaient généralement que très peu, voire pas du tout au courant du budget et des annonces prébudgétaires.

Certains ont relevé avoir peu accès aux actualités maintenant que les nouvelles canadiennes étaient bannies de certains réseaux sociaux. Ceux et celles qui avaient une quelconque connaissance du budget ont dit avoir entendu quelque chose au sujet du logement, ou encore de la hausse de l'impôt sur les gains en capital.

Les participantes et les participants d'âge moyen ou plus âgés étaient quant à eux plus susceptibles d'avoir entendu parler du budget en voyant des extraits dans les nouvelles, ou encore par des sources en ligne ou des médias traditionnels. Ils avaient principalement connaissance de l'augmentation des dépenses, des mesures concernant le logement et de la hausse de l'impôt sur les gains en capital. Certains ont mentionné précisément la période d'amortissement de 30 ans des prêts hypothécaires et la vague notion que le budget mettait l'accent sur le logement. Plusieurs personnes dans les groupes d'âge moyen et d'âge plus avancé avaient l'impression que le budget ciblait la jeune génération.

### ***B. Réactions aux mesures budgétaires (à l'exception de celles concernant le logement)***

Les sept mesures budgétaires présentées qui ne portaient pas sur le logement ont suscité des réactions en grande partie favorables. La majorité des gens ont apprécié les objectifs sous-entendus, même s'ils étaient souvent sceptiques quant à l'efficacité des initiatives pour ce qui est de produire les résultats escomptés.

Au sein des groupes plus âgés, certaines personnes avaient l'impression que les mesures ciblaient davantage la jeune génération en raison de l'accent mis sur l'abordabilité et les politiques sociales. Les plus jeunes, en revanche, ne se sentaient pas particulièrement visés par les mesures budgétaires. Ils avaient aussi tendance à trouver que, même si ces efforts étaient honorables, c'était trop peu, trop tard.

La stabilisation du coût du panier d'épicerie et les accords visant à renforcer l'accès aux soins primaires étaient les plus souvent considérés comme prioritaires, ce qui vient mettre en évidence le fait qu'à l'heure actuelle, les principales préoccupations sont le coût élevé des produits d'épicerie et les enjeux relatifs au système de santé qui se rapportent à l'accès aux soins primaires et aux temps d'attente. On a toutefois relevé que certaines mesures étaient formulées de façon vague, et certaines personnes se sont questionnées sur l'effet qu'elles auraient réellement (par exemple, en quoi consiste la « surveillance des grands marchés d'alimentation », et que signifient vraiment les nouveaux accords en matière de soins de santé).

Bien que le Programme national d'alimentation scolaire et le régime national d'assurance médicaments aient été moins souvent considérés comme des priorités, on a tout de même reconnu que ces mesures pourraient aider à régler les problèmes liés au coût des aliments et aux soins de santé. Au Québec, quelques personnes se sont questionnées au sujet de l'éventuel chevauchement avec le régime provincial actuel. La reconnaissance des titres de compétences des travailleurs de la santé étrangers a aussi trouvé écho chez les participantes et les participants, même si certains d'entre eux avaient l'impression que c'était déjà le cas.

On a aimé l'idée de forfaits Internet ou cellulaires moins chers, ceux-ci étant actuellement jugés exorbitants au Canada comparativement aux autres pays, mais plusieurs ont noté qu'il ne s'agissait pas d'une priorité. Presque personne ne connaissait le terme « frais indésirables ».

Une majorité s'est dite favorable à l'idée de faire payer davantage les Canadiennes et les Canadiens les mieux nantis; quelques préoccupations ont toutefois été soulevées. Certains participants et participantes jugeaient que de simplement « demander » à la tranche supérieure de 0,1 % de « contribuer un peu plus » semblait une mesure modeste et très timide qui ne générerait pas beaucoup d'argent. D'autres se sont montrés sceptiques à l'idée d'imposer davantage la tranche supérieure de 0,1 %, notant que les mieux nantis trouvent toujours des moyens d'éviter de payer davantage. On comprenait mal le mécanisme d'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital, et certains se sont demandé si cette mesure allait toucher les personnes ayant une entreprise à domicile ou les propriétaires de chalet.

Les préoccupations relatives aux dépenses gouvernementales et au déficit variaient en fonction de l'âge. Les plus jeunes ne s'inquiétaient généralement que très peu, voire pas du tout, du déficit, étant trop occupés à se soucier de leur propre budget, et étaient d'avis que la dette et le déficit ne sont que des « chiffres », et donc qu'ils sont plutôt abstraits. Chez les participantes et les participants plus âgés, certains avaient l'impression que le gouvernement dépensait trop de façon arbitraire et dissipée et qu'il était motivé par des considérations politiques. Les membres de ce groupe s'inquiétaient également des conséquences à long terme de transmettre une dette de plus en plus élevée aux générations suivantes.

Certaines personnes, en majorité dans les provinces des Prairies, ont spontanément parlé de la hausse de la tarification du carbone, jugeant qu'il s'agissait de la principale cause de l'inflation alimentaire.

### ***C. Réactions au plan sur le logement***

Pratiquement personne n'avait entendu parler de mesures du gouvernement fédéral pour lutter contre la crise du logement. Lorsque c'était le cas, il s'agissait de la période d'amortissement de 30 ans des prêts hypothécaires, de la possibilité pour les locataires d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer dans leur cote de crédit, ou d'une vague connaissance des plans de construction de logements sur des terrains du gouvernement. On confondait souvent les initiatives fédérales, provinciales et municipales en matière de logement, et on avait l'impression que de telles mesures avaient déjà trop tardé.

Dans son ensemble, le plan en matière de logement présenté dans le budget était considéré comme un petit pas dans la bonne direction, mais les gens jugeaient que c'était trop peu, trop tard. Plusieurs estimaient que de telles mesures auraient dû être mises en place il y a longtemps, et qu'elles ne feraient maintenant qu'empêcher la situation de s'aggraver davantage. La construction de 3,87 millions de nouveaux logements semblait ambitieuse, mais les participantes et les participants ont aussi relevé que la population augmente à un rythme très rapide. Plusieurs des mesures du plan sur le logement consistaient à affecter plus d'argent à des programmes dont la plupart des gens n'avaient jamais entendu parler et qu'ils trouvaient difficiles à comprendre. On comprenait mal quels seraient les résultats de ce financement.

**a. Mesures visant à augmenter l'offre**

Les mesures visant à construire plus de logements ont suscité des réactions allant de partagées à positives. Peu de gens se sont opposés aux ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements, à l'utilisation de terrains du gouvernement ou encore aux investissements dans le Programme de prêts pour la construction d'appartements. Pour plusieurs, cependant, il y avait une différence entre augmenter le nombre de logements et rendre le logement plus abordable pour la population. En effet, plusieurs participantes et participants ont relevé que l'on construisait déjà un grand nombre de nouveaux logements, mais que cela ne semblait pas rendre les prix plus abordables; ils étaient donc très sceptiques quant à l'efficacité de telles mesures.

Les gens se sont montrés très favorables à la simplification de la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction, soulignant que la pénurie de main-d'œuvre était parmi les principaux problèmes touchant le secteur.

Certains ont relevé que ces mesures pourraient générer des résultats à long terme, mais que le gouvernement aurait dû les mettre en place il y a longtemps. Ils auraient aimé voir des mesures concernant les taux d'intérêt et la hausse exorbitante des loyers, et que l'on précise clairement que les nouveaux logements construits seront plus abordables.

**b. Mesures à l'intention des locataires et des acheteurs**

Les mesures visant à aider les locataires et les acheteurs d'une première propriété ont suscité des réactions semblables. La plupart des participantes et des participants ont aimé que les locataires aient la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer pour les aider à obtenir un prêt hypothécaire, mais ont parfois souligné que les prix étaient encore souvent trop élevés.

La création d'une Charte des droits des locataires a quant à elle suscité des réactions partagées. Certains ont aimé l'idée que les locataires aient davantage de droits, tandis que d'autres se sont demandé en quoi le fait de connaître l'historique des loyers d'un appartement permettrait de faire baisser le loyer actuel (puisque les locataires pourraient toujours trouver des locataires prêts à payer davantage), ou ont souligné que les locataires avaient eux aussi des droits.

La période d'amortissement de 30 ans des prêts hypothécaires pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite a été perçue comme une mesure positive, même si cela vient prolonger l'endettement et augmente le montant versé en intérêt à long terme.

Les gens jugeaient que le problème du logement était en partie attribuable au fait que les sociétés et investisseurs étrangers avaient fait monter les prix, et cette impression a mené de nombreux participants et participantes à se montrer ouverts aux mesures telles que le prolongement de l'interdiction visant les acheteurs étrangers et la restriction de l'achat de maisons unifamiliales existantes par les grandes sociétés d'investissement. Pour la même raison, on était d'avis que les particuliers ne devraient pas avoir le droit d'acheter plusieurs maisons familiales.

### ***c. Mesures destinées aux plus vulnérables***

Les gens se sont montrés plutôt favorables aux mesures offrant de l'aide aux personnes qui ne peuvent se payer un toit, surtout lorsqu'il était question d'augmenter le financement des organisations de lutte contre l'itinérance. Les participantes et les participants ont relevé que l'itinérance était un signe très visible de la crise du logement et du coût de la vie à laquelle ils faisaient face au quotidien.

Ils ont toutefois trouvé que les autres mesures présentées dans ce segment étaient formulées de façon ambiguë et bureaucratique, et qu'elles étaient trop centrées sur le financement de programmes précis, comme le Fonds pour le logement abordable ou le Fonds de protection des loyers, plutôt que de décrire les résultats réels, soit le nombre de logements supplémentaires.

### ***D. Budget de 2024 : dernières impressions***

Lorsqu'on a demandé aux participantes et aux participants d'évaluer le budget dans son ensemble, après avoir passé en revue plusieurs des mesures précises, les opinions étaient très partagées. On avait le plus souvent l'impression que le budget semblait dispersé et mal défini, avec des priorités et mesures trop variées. Certains étaient d'avis que c'était « trop peu, trop tard », que les mesures, bien que louables, avaient trop tardé et qu'elles auraient dû être mises en place il y a de nombreuses années.

Le budget a notamment été qualifié d'« insuffisant », de « médiocre », de « bof », de « dispersé », de « mal défini », de « vague », de « fantaisiste » et de « poudre aux yeux ». Quelques termes favorables ont tout de même été relevés pour décrire le budget, comme « positif », « logement », « optimiste », « social » et « abordable ».

Certains participants et participantes ont convenu que le budget semblait s'adresser aux plus jeunes générations en raison de l'accent mis sur le logement et de l'absence totale d'initiatives destinées aux personnes âgées, mais la plupart ont eu de la difficulté à relever un thème central ou à déterminer qui exactement était ciblé. On a également observé un grand scepticisme quant à la mise en œuvre des mesures budgétaires, les gens se demandant si celles-ci allaient réellement générer des résultats.

**Énoncé de neutralité politique et coordonnées**

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh  
Vice-président, Affaires publiques  
Environics Research Group  
[derek.leebosh@environics.ca](mailto:derek.leebosh@environics.ca).  
416-820-1963

**Fournisseur** : Environics Research Group

Numéro de contrat : CW2328764

Date du contrat initial : 5 septembre 2023

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : [por-rop@fin.gc.ca](mailto:por-rop@fin.gc.ca)